

La signature frontalière de l'identité franco-ontarienne

Anne Gilbert

Number 34, Fall 2012

Ottawa : penser la ville

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1023784ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1023784ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Presses de l'Université d'Ottawa
Centre de recherche en civilisation canadienne-française

ISSN

1183-2487 (print)

1710-1158 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Gilbert, A. (2012). La signature frontalière de l'identité franco-ontarienne. *Francophonies d'Amérique*, (34), 137–154. <https://doi.org/10.7202/1023784ar>

Article abstract

In the region of Canada's national capital, the Québécois and the Franco-Ontarians are not only neighbours, but share a rich history of connections and exchanges as well. However, this border that draws them closer conversely has the power to push them apart, and opportunities to observe that the two do not quite speak the same language or participate in the same culture are numerous. This is the thesis that the author proposes, based on the discourse of thirty Franco-Ontarians of the region in their daily life, straddling the border. The first part of the text discusses what Franco-Ontarians feel when they cross to Gatineau. The ability to rub shoulders with the Québécois in their territory offers, to our contacts, a chance to self-identify as Franco-Ontarians and to strengthen their pride. The second part of the text describes in turn the feelings evoked by the presence of Québécois in francophone and bilingual institutions in Ottawa. It acknowledges the exclusion felt by Franco-Ontarians when the Québécois bring themselves onto their soil, revealing a darker side of the border's effect on the Franco-Ontarian identity. Anne Gilbert will show that in both cases, the discourse of Franco-Ontarian identity draws extremely convincing aggregative arguments for the latter.

La signature frontalière de l'identité franco-ontarienne¹

Anne Gilbert
Université d'Ottawa

LES INTERPRÈTES DE L'ONTARIO FRANÇAIS sont unanimes : un fossé profond sépare les sociétés québécoise et franco-ontarienne, même si elles sont issues de la même souche (Allaire, 1999; Bock, 2007). Le rapport inégal au territoire en serait la cause première, la modernisation et les transformations de l'appareillage institutionnel la cause plus immédiate. Les États généraux du Canada français de 1967-1969, fortement traversés par le projet d'indépendance du Québec, constituent le symbole de cette séparation. On a observé, depuis ces états généraux, la consolidation de références différentes au Québec et dans le reste du Canada français dans la mesure où les Québécois se sont donné un nouveau discours identitaire où ils ont érigé la province en territoire presque national, qu'ils voient comme correspondant à l'idéal qu'ils se font de la francophonie nord-américaine. Les Franco-Ontariens, privés de ce territoire auquel s'était raccroché jusqu'ici leur sentiment d'appartenance nationale, se sont repliés sur une identité provinciale, alimentée par le projet de construire des institutions et des réseaux sociaux solides capables de soutenir, au quotidien, leur existence dans la langue de la minorité (Dumont, 1997; Beauchemin, 2004; Thériault, 2008). Si bien qu'une identité distincte s'est installée dans la durée, alimentée par diverses escarmouches découlant des déclarations intempestives d'intel-

¹ Cette analyse s'inscrit dans un projet plus large sur l'effet de frontière entre Gatineau et Ottawa, mené conjointement avec Marc Brosseau, Brian Ray, Luisa Veronis et Caroline Andrew (CRSH 410-2007-0734; 2007-2010). Nous les remercions de leurs précieux commentaires sur ce texte, de même que les nombreux étudiants qui ont participé au projet. Nous tenons à souligner la contribution de Marie Lefebvre et Christine Mousseau, qui ont fait la transcription des entretiens utilisés dans le cadre de cet article et qui en ont présenté une analyse préliminaire.

lectuels québécois, dont René Lévesque, plus ou moins sceptiques quant à l'avenir de la communauté franco-ontarienne.

La région de la capitale nationale du Canada, où le Québec et l'Ontario français sont non seulement voisins, mais partagent aussi une histoire riche en liens et en échanges et une forte identité locale, n'y échappe pas. Même si les territoires franco-ontarien et québécois y sont fortement interreliés et que Québécois et Franco-Ontariens s'y côtoient au quotidien, dans leur vie privée et dans l'espace public, les différences qui les opposent sont d'autant plus fortement perçues qu'elles sont alimentées par leur rencontre de part et d'autre de la frontière. Les occasions sont en effet nombreuses de constater, nous a-t-on dit, que les uns et les autres ne parlent pas tout à fait la même langue et ne s'abreuvent pas à la même culture. On présente même comme logique, nécessaire et inévitable, voire légitime qu'une identité franco-ontarienne distincte se soit développée et qu'elle résiste aux multiples occasions qu'ont les deux groupes de se rencontrer dans la vie quotidienne. Ainsi s'est trouvée confortée la thèse d'une signature frontalière de l'identité franco-ontarienne².

Cette étude vise à faire l'analyse des processus par lesquels la frontière nourrit l'identité franco-ontarienne³. Elle s'intéresse à la façon dont elle est modulée par la rencontre des Franco-Ontariens et des Québécois dans de mêmes lieux, au quotidien. Nous utilisons les témoignages d'une trentaine de Franco-Ontariens de la région de la capitale nationale sur leur vie quotidienne à la frontière, recueillis lors de quatre entretiens de groupe menés à Ottawa en juin 2010. Formés grâce à la technique « boule de neige » d'échantillonnage, les trois premiers groupes étaient composés de jeunes adultes franco-ontariens nés, ayant grandi et vivant toujours à Ottawa pour le premier, venus à Ottawa pour leurs études ou le travail pour le deuxième, et établis de façon temporaire ou plus permanente à Gatineau pour le troisième. Le quatrième groupe était formé de représen-

² C'est le titre que je donnais à une communication faite dans le cadre du colloque *Penser la ville : Ottawa, lieu de vie français*, tenu à l'Université d'Ottawa en novembre 2011.

³ Pour d'autres dimensions de l'effet de frontière sur le vécu franco-ontarien dans la région, voir Gilbert et Brosseau (2011). Gilbert et Veronis (2013) ont analysé cet effet sur les Anglo-Québécois de Gatineau, alors que Veronis et Ray (2013) ont étudié les stratégies développées par les familles immigrantes dans le contexte transfrontalier de la région.

tants d'organismes franco-ontariens de la région. L'étude porte sur leurs représentations d'eux-mêmes en présence de Québécois, telles que saisies à l'aide d'une indexation thématique faite avec NVivo.

La première partie du texte porte sur ce que ressentent les Franco-Ontariens lorsqu'ils se rendent à Gatineau. Le fait d'y côtoyer les Québécois sur leur territoire offre, chez nos interlocuteurs, de nombreuses occasions de s'identifier comme Franco-Ontariens et de consolider leur fierté. La seconde partie du texte décrit les sentiments que suscite, au contraire, la présence de Québécois dans les institutions francophones et bilingues d'Ottawa. Elle fait état de l'exclusion que ressentent les Franco-Ontariens lorsque les Québécois s'amènent sur leur propre terrain, révélant un côté moins lumineux de l'effet de frontière sur l'identité franco-ontarienne. Dans les deux cas, le discours identitaire franco-ontarien puise dans ce sentiment d'exclusion des arguments fort convaincants. Nous l'illustrerons par des citations particulièrement évocatrices de la hiérarchisation à laquelle conduit la rencontre et de ses effets sur la construction d'une identité franco-ontarienne distincte. Le contexte particulier de la région de la capitale nationale sera discuté, en guise de conclusion.

Lorsque les Franco-Ontariens traversent à Gatineau : l'éloge de la différence

Les Franco-Ontariens d'Ottawa sont nombreux à traverser les ponts. Certains travaillent à Gatineau qui, depuis le tournant des années 1970, accueille plusieurs ministères du gouvernement fédéral. Ils en fréquentent les commerces, profitant souvent de prix moins élevés dans l'alimentation, le vêtement et l'ameublement que du côté ontarien de la frontière. D'autres y recherchent la vie française. Ils forment une partie non négligeable de la clientèle de ses cinémas, théâtres, concerts et festivals. Ils choisissent les restaurants et cafés, les bars du centre-ville. Ils diront que ce bain de français les repose jusqu'à un certain point de la lutte quotidienne qu'ils ont à mener à Ottawa. La légèreté de la vie en français à Gatineau leur est très agréable.

La géographie des réseaux sociaux contribue, par ailleurs, à rendre la frontière transparente pour d'autres Franco-Ontariens de la région. Parents et amis se répartissent de part et d'autre de la frontière, et on leur rend visite sans toujours prendre conscience qu'on franchit une frontière.

Les attraits naturels de l'Outaouais québécois jouent aussi, puisque de nombreuses familles franco-ontariennes font du ski ou de la randonnée dans le parc de la Gatineau, y jouent au golf quand elles n'y possèdent pas un chalet dans les municipalités qui jouxtent Gatineau au nord.

Rares sont ceux cependant qui s'installeraient outre-frontière. Celles et ceux parmi les Franco-Ontariens rencontrés qui se sont établis à Gatineau soulignent presque tous que leur migration sera temporaire⁴. C'est que, sauf exception, on ne se sent pas vraiment chez soi au Québec. Les propos d'un des participants à notre étude en témoignent. Sans vouloir faire de lui – nous l'appellerons ici Benoît – un cas représentatif de l'éventail des représentations alimentées par la rencontre des Franco-Ontariens et des Québécois dans l'espace public de Gatineau, son discours n'en est pas moins particulièrement éclairant sur l'identité franco-ontarienne vécue à la frontière.

J'ai eu une mauvaise expérience à Gatineau. Je n'étais pas dans le bon quartier et on s'est fait cambrioler. De toute façon, je n'étais pas confortable là-bas. Par la suite, j'aurais eu beaucoup de difficulté à me sentir en sécurité dans un quartier comme celui-là, dans le Vieux-Hull. J'irais même jusqu'à dire que quand j'étudiais en... à Ottawa et qu'on m'envoyait au palais des congrès à Gatineau, je ne me sentais pas chez moi. Je ne me sentais pas accepté. Je ne me sentais pas bien dans ma peau. Je me sentais même jugé, parce que mon français est franco-ontarien et qu'il y a peut-être un peu « d'English » dedans. Je ne sais pas...

J'ai habité du côté du Québec pendant 2 mois dans le Vieux-Hull. Si vous êtes déjà allés, vous comprenez pourquoi je suis resté seulement quelques mois. Moi, un constat que j'ai fait ici dans le centre-ville d'Ottawa, c'est qu'il y a un effort de la part des commerçants et des entreprises de vouloir servir la communauté autant en français ou uniquement en anglais selon le besoin. Pour faire une comparaison, si tu te promènes par exemple sur le boulevard Saint-Joseph, si tu vas à un resto ou à la Cage aux Sports, j'ai trouvé une résistance. J'étais là avec des amis anglophones pour regarder la joute de hockey et on sait qu'il y a beaucoup d'ambiance là-bas et ils commandaient la bouffe en anglais et le serveur était comme [ahhh, soupir...]. Tandis que du côté ontarien, si je m'adresse en français et la personne peut pas me répondre, elle me dit *Hold on a second, I'll go get somebody who can speak French...*⁵

⁴ Un des entretiens visait, rappelons-le, des Franco-Ontariens qui résidaient à Gatineau au moment de l'entretien.

⁵ Né dans le Nord de l'Ontario, ce jeune homme est venu pour la première fois à Ottawa il y a sept ans pour étudier à la Cité collégiale. Il y a côtoyé plusieurs Québécois. Il a habité quelques mois à Gatineau, pour s'installer ensuite à Ottawa, tout en

Les propos de Benoît mettent en lumière plusieurs des enjeux de la rencontre entre Franco-Ontariens et Québécois lorsque les premiers traversent à Gatineau. Se côtoyer consacre dans un premier temps la distinction entre les deux groupes, tant sur le plan linguistique que sur le plan culturel; la rencontre suscite aussi leur hiérarchisation, en vertu de laquelle les Franco-Ontariens se voient plus ouverts et tolérants, ce qui entraîne une mythification de l'expérience franco-ontarienne du territoire, marquée par la lutte historique pour se doter de lieux de vie français. La fierté collective devant cette lutte est ici exacerbée par le sentiment de la facilité avec laquelle les Québécois peuvent vivre en français, d'autant plus ressentie qu'on peut la constater au quotidien dans l'espace public gatinois. Aussi suscite-t-elle une certaine envie qui donne lieu à une volonté à peine masquée chez certains d'intégrer la société québécoise, du moins temporairement. D'autres, au contraire, la rejettent systématiquement. Chacune de ces dimensions du processus par lequel la frontière participe à la consolidation de l'identité franco-ontarienne dans la région sera explorée.

La distinction

C'est autour de la langue que les différences entre Québécois et Franco-Ontariens sont les plus visibles. Benoît en fait un enjeu premier de sa rencontre avec les francophones de Gatineau, qui le reconnaîtraient à son français « franco-ontarien », qu'il dit lui-même truffé d'anglais. Il se sent mal à l'aise en présence de Québécois, mal accepté par ces derniers par lesquels il se sent jugé. L'accent franco-ontarien, que les Québécois associent à l'anglais, revient sans cesse dans les entretiens, où chacun a son histoire à raconter quant à la façon dont on l'a étiqueté comme anglophone, alors qu'il a grandi et a été éduqué en français et qu'il mène encore aujourd'hui une bonne partie de sa vie publique en français.

Ainsi, la distinction entre les deux groupes se construirait d'abord autour de la question linguistique. Franco-Ontariens et Québécois ne parleraient pas la même langue, qu'il s'agisse des accents, du recours à des mots anglais, de la syntaxe. Et les premiers seraient victimes d'un certain dénigrement, de la part des Québécois, en raison de la langue

continuant de fréquenter l'Outaouais québécois pour divers motifs. Il est aujourd'hui commerçant à Orléans où une bonne partie de sa clientèle est francophone. Ses réseaux sociaux s'y concentrent.

qu'ils parlent. Ce dénigrement prendrait les formes les plus inusitées, comme le montre cet extrait du témoignage d'une jeune femme qui, tout en alléguant de bonnes relations avec les Québécois qu'elle fréquente, n'en relève pas moins leur façon particulière d'agir avec elle :

Moi, je n'ai pas vu cette rivalité [entre Québécois et Franco-Ontariens]. Les gens me parlent et ils sont vraiment gentils. La seule chose que j'aie vue, c'est quelque chose du genre : sois plus patient avec elle, parce qu'elle vient de l'Ontario. Comme si on connaissait moins de choses en français parce qu'on vient de l'Ontario.

Cette distinction, soi-disant faite par les Québécois, est fortement intégrée par les Franco-Ontariens de la région, qui hésitent à parler leur langue en présence des premiers. Plutôt que d'être identifiés comme différents, ils préfèrent se taire pour pouvoir mieux se fondre dans la majorité. Si la différence est bien réelle, elle serait toutefois camouflable, comme pour d'autres minorités « audibles ».

Elle est amplifiée dans le cas qui nous intéresse par les différences culturelles qui reviennent aussi comme un leitmotiv dans les discours. On évoque le fait que Franco-Ontariens et Québécois n'ont pas les mêmes repères culturels, ce qui diminue les possibilités d'échanger. On ne s'abreuve pas à la même télévision, on n'écoute pas la même musique. On n'évolue pas dans le même environnement, si bien que les liens ne sont pas faciles à développer. Sans compter la méconnaissance du fait français hors du Québec, quand ce n'est pas le peu d'intérêt manifesté par les Québécois envers ce qui se passe au-delà de leurs frontières, qui occasionne souvent son lot de frustration.

La hiérarchisation

La différence ne tient cependant pas qu'aux accents et aux repères culturels. Elle prend un visage nettement plus politique. Ainsi Franco-Ontariens et Québécois n'auraient pas le même rapport au bilinguisme, louangé par les premiers, décrié par les seconds. L'expérience relatée par Benoît en témoigne. S'il tire son épingle du jeu à Gatineau, les anglophones qui l'accompagnent sont beaucoup moins bien acceptés là-bas. Et il ne se gêne pas pour critiquer cette fermeture des Québécois à l'Autre anglophone, qu'il s'empresse de comparer à celle des Ontariens anglophones, à ses yeux beaucoup plus tolérants envers le français que ne le sont les Québécois vis-à-vis du fait anglais.

L'identité linguistique des uns et des autres est un des éléments qu'ont souvent évoqué les participants à notre enquête pour se différencier des Québécois, faisant référence à leur propre identité linguistique, présentée comme plus fluide, plus mouvante d'une part, et aussi plus inclusive d'autre part. Ce faisant, ils rappellent la très grande tolérance qui caractériserait les Franco-Ontariens au chapitre de la langue :

Une chose que j'ai comprise, c'est que la culture [franco-ontarienne] est différente de celle des Québécois. En Ontario, on est exposé à l'anglais depuis toujours. Ce qui nous donne une flexibilité énorme. On parle les deux langues, et c'est difficile pour nous de comprendre pourquoi quelqu'un ne voudrait qu'en parler une seule.

Ceux-ci aiment aussi souligner leur ouverture à la diversité culturelle. Le champ de leur expérience sociale serait beaucoup plus large que celle des Québécois, qu'on n'hésite pas à qualifier de racistes. Le discours est non équivoque à cet égard : les Franco-Ontariens se voient comme de meilleurs défenseurs du vivre-ensemble, à l'instar des autres Canadiens dont ils sont fiers de partager les valeurs de tolérance et de désir du compromis. Cet extrait l'illustre :

Quand tu traverses la frontière, c'est vraiment la culture québécoise. Moi, j'ai beaucoup d'amis qui sont immigrants et ils ne veulent pas vraiment traverser la frontière, même si ce n'est que pour aller souper, aller dans un bar. Ils ne se sentent pas vraiment accueillis... Moi mon français commence à faire pitié et je trouve que quand je vais là-bas, même si les gens savent que je suis plus anglophone que francophone, je suis vraiment acceptée. Je ne me sens pas rejetée, mais je trouve que les immigrants, les minorités visibles ont un sentiment d'infériorité. Ils ne se sentent pas bien là-bas.

La vision du fédéralisme canadien, importante pomme de discorde entre Québécois et Franco-Ontariens, est un autre prétexte à la différenciation. Les Québécois sont dépeints comme étant particulièrement intransigeants à ce chapitre. Deux citations, tirées d'un échange sur les identités, en témoignent :

Mais moi c'est vrai que du côté de Gatineau, je ne me sens pas confortable parce que je me considère canadienne ou franco-ontarienne. [...] Je n'aime pas le séparatisme, je ne suis pas d'accord avec cela... Alors c'est cela que je n'aime pas trop du côté du Québec : je suis canadienne, je me considère canadienne et je sais qu'ils pensent « elle n'est pas comme nous autres [Québécois] ».

Pour moi, il n'y a pas de mal à être les deux. Je suis Franco-Ontarien et je suis Franco-Canadien aussi. Le Canada, c'est ma nation. Mais il faut que tu dises

que tu es Franco-Canadien chez ma belle-mère [à Gatineau] parce qu'elle sort son « 12 ». Elle n'aime pas les Francos. Elle est super pro-Québécois. Elle n'est pas francophone, elle est Québécoise...

La mythification

On n'en évoque pas moins la combativité franco-ontarienne. Elle est sur toutes les lèvres, dès qu'il est question de culture, à un point tel qu'elle prend un caractère symbolique, qui relève quasiment du mythe. Elle trouve une de ses expressions les plus visibles en ce qui concerne le territoire. Les participants insistent en effet beaucoup sur la lutte historique qu'ont menée les Franco-Ontariens pour se donner des lieux de vie français, à Ottawa ainsi que partout ailleurs en Ontario. Le rapport différent au territoire en milieu minoritaire, sa nature volontaire donnent à celui-ci une spécificité qui, d'après nos interlocuteurs, rend toute comparaison avec le Québec difficile.

La lutte que doit mener le Franco-Ontarien pour vivre dans sa langue revient comme un leitmotiv dans les témoignages. Elle est un des principaux éléments par lesquels on caractérise la culture française en Ontario et probablement celui qu'on évoque le plus souvent pour l'opposer à la culture québécoise. La minorisation et la lutte à laquelle elle oblige pour survivre représentent, pour nos interlocuteurs, le principal point de fracture entre eux et les Québécois.

On est sur la défensive. Tout ce qu'on fait comme Franco-Ontarien est politique. Le Québécois, il n'est pas obligé [de faire de la politique]. Le Québécois qui va magasiner au Loblaws en français, qui prend une revue en français, cela fait partie de son quotidien. Nous, pour les impôts, on va prendre une copie en anglais parce que c'est celle qui se retrouve là. Si on prend une copie en français ou si on demande une copie en français, c'est un geste politique.

La fracture serait d'autant plus grande que de tels gestes posés par les Franco-Ontariens n'auraient aucune résonance chez les Québécois, qui jouissent d'un territoire qu'ils ne doivent pas disputer quotidiennement avec une majorité souvent insensible à leurs besoins et aspirations : « On a l'impression que non seulement il n'y a pas là de conscience d'être minoritaire, mais aussi qu'il n'y a pas de sensibilité pour le combat du minoritaire. »

La lutte pour le territoire offre l'occasion de se comparer avantageusement avec les Québécois. Nos interlocuteurs tirent en effet une très grande fierté de la lutte menée pour assurer au français sa place

dans l'espace public en Ontario. Les Québécois n'auraient pas à faire, collectivement, les mêmes efforts que les Franco-Ontariens pour vivre en français au quotidien, et ces derniers s'enorgueillissent de la bataille qu'ils doivent eux-mêmes livrer :

En ce moment, ma coloc est québécoise... Puis elle, au secondaire, au cégep, elle n'a rien fait de parascolaire tandis que moi, j'ai fait du théâtre, des festivals, etc. Elle ne comprend pas pourquoi on a tout cela et elle nous trouve chanceux. Moi, je lui dis que c'est elle qui est chanceuse. Nous autres, on a cela pour célébrer le fait qu'on est français. On se donne des raisons pour se rassembler. Cela me rend plus fière. Oui, je me suis battue, et je suis en train de vivre en français, je travaille en français. Je suis encore plus fière maintenant que je vois jusqu'à quel point, ils l'ont eu facile.

Entre volonté d'intégration et rejet du Québec

Plusieurs ont rappelé ainsi la facilité avec laquelle les Québécois évoluent en français dans leur province. On évoque la douceur de vivre dans un environnement où le français n'est pas chaque jour l'objet d'une lutte quotidienne : « Eux vivent la vie que j'aurais souhaité vivre », de dire un de nos interlocuteurs, sur un ton rêveur.

Souvent, j'ai plus d'affinité avec le côté québécois qu'avec le côté ontarien... On n'a pas l'impression, en fait, du côté québécois, que le simple fait de parler français, de commander un café ou une bière, quoi que ce soit, est un geste politique. Si on choisit de le faire ici, on n'est jamais certain de la réponse qu'on va recevoir, ni la réaction, ni l'attitude. Donc, il y a une légèreté du côté québécois, qui fait défaut du côté ontarien.

Même son de cloche chez les participants qui œuvrent dans les organismes franco-ontariens, chez qui on sent par moments une certaine lassitude devant la mobilisation exigée par la vie en milieu minoritaire :

Présentement, on a beaucoup de gens qui nous disent qu'ils vont voir un spectacle au MIFO⁶ pour encourager la cause francophone... Ce serait bien qu'ils viennent au MIFO parce que le spectacle est bon, parce qu'ils veulent passer une belle soirée. Ce ne devrait pas être important que ce soit en français, même si cela l'est... Ce serait intéressant que nos actes ne soient pas tous politiques...

Ainsi, les propos sont souvent teintés d'envie. Aux yeux de plusieurs des Franco-Ontariens que nous avons rencontrés, tout serait en effet facile pour les Québécois, qui oublient qu'à une autre échelle, ces derniers livrent aussi un combat de minoritaires. Et s'il atteste la solidarité

⁶ Salle d'Orléans n'offrant que des spectacles en français.

manifestée par les Québécois dans le dossier Montfort, leur discours sur le Québec est le plus souvent teinté d'amertume et fait souvent référence à la volonté de ne pas s'associer au Québec, avec lequel on ne se sent pas d'affinité particulière. La distinction entre Québécois et Franco-Ontariens à Gatineau donne ainsi lieu à deux processus contradictoires : alors que les uns iraient volontiers s'installer au Québec, du moins quelque temps, pour y vivre dans la douceur perçue du quotidien, d'autres n'envisageraient jamais une telle option, allant même jusqu'à préférer se tenir loin de la frontière, ne traversant jamais à Gatineau. Ce rejet du Québec s'exacerbe lorsqu'on se transporte du côté ontarien de la frontière, où les Québécois s'invitent la plupart du temps, d'après nos interlocuteurs, dans les institutions francophones et bilingues.

Quand les Québécois s'invitent à Ottawa : la condamnation de l'exclusion

Les résidents de Gatineau sont nombreux à Ottawa. Ils y viennent par milliers travailler chaque jour dans les bureaux du gouvernement fédéral, dans les musées et autres institutions nationales. Ils constituent une proportion importante de la main-d'œuvre des autres industries de la capitale, depuis la construction jusqu'à l'informatique et autres industries de pointe. Les Québécois sont particulièrement nombreux dans les emplois où le français est la langue de travail. Leur présence est notoire dans les institutions d'enseignement, qu'il s'agisse des écoles élémentaires et secondaires d'Ottawa, de la Cité collégiale ou de l'Université d'Ottawa, où ils sont plus nombreux que les Franco-Ontariens, non seulement chez les professeurs francophones, mais aussi parmi le personnel administratif. Ils constituent une bonne partie du personnel des entreprises du secteur culturel, y compris les médias de communication, tant de la presse écrite que de la radio et de la télévision. Enfin, ce sont des Québécois qui, par leur travail, ont consolidé bon nombre d'organismes communautaires et d'associations dont s'est dotée la francophonie locale au fil du temps. Les Québécois sont aussi de grands consommateurs des services privés et publics offerts du côté ontarien de la rivière des Outaouais. Ils fréquentent les hôpitaux et cliniques d'Ottawa, ses magasins et restaurants, ses cinémas. Ils sont des clients assidus de ses salles de spectacle, ses festivals, dont ils assurent souvent la survie économique. Bref, ils sont présents partout à Ottawa, notamment dans tous ces lieux autour desquels s'organise la vie française.

Quoi qu'on admette que la présence de Québécois à Ottawa assure la masse critique nécessaire à la survie de plusieurs institutions, la perception que les Québécois y occupent beaucoup, voire trop de place est très répandue, au point où les Franco-Ontariens ont souvent l'impression que leurs institutions leur ont échappé. De nombreuses remarques sur leur marginalisation au sein de leur propre territoire, remarques non sollicitées par ailleurs lors des discussions que nous avons organisées, en témoignent. Elles révèlent une face plus sombre de l'effet de frontière sur l'identité franco-ontarienne.

Les extraits qui suivent, provenant encore une fois des interventions de Benoît, sont particulièrement évocateurs de la façon dont cette appropriation par les Québécois de leurs institutions peut être vécue, au quotidien, par les Franco-Ontariens d'Ottawa. Ils montrent aussi de quelle façon elle marque les identités :

Moi j'ai étudié à la Cité collégiale. Dans le programme de... on était 60 et il y en avait 45 du Québec...

Moi, personnellement, dans ce programme-là, on m'identifiait comme le mouton noir. Même qu'à la graduation – la classe était rapetissée à 20-25 étudiants –, on était seulement 4 de l'Ontario. Ils nous ont placés à la table des Anglais au bal des finissants. Je me suis senti insulté. Premièrement, on s'est battu pour ce collège-là v'là 10-12-15 ans. On s'est battu pour et on l'a eu. Et finalement, c'est rendu québécois. C'est pas pour être insultant. Mais on s'est battu pour notre collège. Il a été fondé par le ministère de l'Éducation de l'Ontario.

Pis j'arrive là, et je me fais traiter comme un « outsider », comme mouton noir, comme si je n'appartiens pas à cette « place » pour laquelle on s'est battu. *Anyway*, ça m'a dépassé...

Pis par la suite, j'ai travaillé pendant trois ans comme promoteur du Collège Boréal juste pour balancer les affaires (Franco-Ontarien d'environ 30 ans, originaire du Nord de l'Ontario)...

Ces propos sont sans équivoque quant aux enjeux soulevés cette fois par la rencontre entre Franco-Ontariens et Québécois dans les institutions francophones de la capitale nationale. Non seulement ils y vivent séparés, mais ils s'y affrontent pour en conserver les leviers, avec des répercussions d'autant plus grandes que le sens qu'ils prêtent à ces institutions et la valeur qu'ils leur confèrent sont différents.

Divers processus se combinent pour créer un sentiment d'exclusion des Franco-Ontariens de leurs propres institutions : encore une

fois, la cohabitation des deux groupes consacre leur distinction ; dans le cas d'Ottawa, celle-ci se double d'une séparation qui s'exprime par la délimitation d'espaces réservés à chacun ; la perception chez les Franco-Ontariens d'être exclus de leurs propres institutions ajoute à la frustration qu'ils ressentent ; le sentiment d'aliénation qui en découle est d'autant plus profond qu'il est nourri par la conviction qu'il serait impossible de s'affranchir localement de la domination québécoise. Pour ce jeune Franco-Ontarien du Nord plus particulièrement, l'engagement dans les organismes de défense du français ne semble pas avoir réussi à contrebalancer le désir de partir et de transposer la lutte ailleurs, là où il semblait alléguer qu'elle avait plus de chance de réussir.

Nous analyserons tour à tour ces quatre dimensions du discours sur l'appropriation québécoise des institutions francophones d'Ottawa, en nous basant sur l'extrait qui précède ainsi que sur d'autres qui le rejoignent, tout en le complétant. Les opinions qu'ils révèlent sur la place qu'occupent les Québécois dans les institutions franco-ontariennes d'Ottawa sont particulièrement tranchées. D'aucuns pourront même les juger provocatrices. Rappelons que Benoît, pour ne mentionner que ce dernier, a fait état d'une bonne feuille de route comme activiste communautaire, une expérience qui peut avoir favorisé une telle mise à distance du Québec et des Québécois. Son témoignage illustre bien, selon nous, certains des processus qui sont à l'œuvre dans la construction identitaire franco-ontarienne, à la frontière.

La séparation

Le nombre de Québécois, ou plutôt leur surnombre dans les lieux de vie français d'Ottawa est incontestablement un enjeu. D'après notre interlocuteur, une institution comme la Cité collégiale, mise en place pour offrir une éducation supérieure en français aux Franco-Ontariens de l'Est de l'Ontario, serait envahie par les Québécois. La mention du nombre de Québécois – qu'il soit exact ou non – campe d'entrée de jeu le problème tel qu'il est perçu par Benoît : les Québécois sont beaucoup trop nombreux à la Cité collégiale, où ils constitueraient, d'après lui, la majorité. Et ils s'y comporteraient comme tels, au point où un Franco-Ontarien, comme Benoît, serait traité comme un « mouton noir » au sein du groupe des étudiants de son programme. Un tel commentaire est révélateur d'une dynamique assez particulière : celle voulant non seulement que Franco-

Ontariens et Québécois se distinguent au sein de l'institution, mais aussi que cette distinction soit imposée aux premiers par les seconds.

Dans l'exemple que nous avons retenu, l'espace matériel est mis à contribution pour consacrer cette distinction entre Franco-Ontariens et Québécois : les membres de chacun des deux groupes ne sont pas placés aux mêmes tables par les organisateurs – sous-entendus québécois – lors de cet événement marquant dans la vie des collégiens qu'est la remise des diplômes. Les uns et les autres occupent des espaces séparés que formalise l'attribution des places. Le fait que les Franco-Ontariens soient relégués à l'espace réservé aux anglophones s'ajoute à ce qui est vécu par Benoît comme une insulte, car elle rend visibles les préjugés des Québécois envers les étudiants franco-ontariens au sujet de leur appartenance linguistique et culturelle. Ceux-ci ne feraient pas partie de la famille francophone, ou du moins, s'ils en font partie, ils se trouvent à la marge du groupe, plus près en quelque sorte du monde anglophone que francophone. Ainsi, l'attribution des tables confirmerait non seulement la différence qui sépare les deux groupes, mais bien leur hiérarchisation, les seconds étant vus comme moins francophones que les premiers, au point de pouvoir être confondus avec les anglophones.

Il n'y a pas eu d'autres mentions d'une telle séparation spatiale entre Franco-Ontariens et Québécois dans les entretiens. On a souvent évoqué toutefois la mainmise des Québécois sur les institutions franco-ontariennes et le sentiment d'exclusion qui en découlait.

L'exclusion

L'exclusion de leurs propres institutions est donc fortement ressentie chez les Franco-Ontariens. Elle est revenue plusieurs fois dans les entrevues, à propos des médias locaux et régionaux et des lieux de diffusion de la culture notamment. Les deux extraits suivants, tirés de l'entretien avec les représentants d'organismes franco-ontariens, en témoignent :

Le Droit ne nous dessert absolument pas. C'est comme l'Université d'Ottawa, qui était une création franco-ontarienne mise en place pour défendre nos droits franco-ontariens et qui n'en est plus une. C'est un commerce qui veut faire des profits, qui veut vendre des journaux. Et la population qui les achète est au Québec. *Le Droit* parle donc du Québec. Quand parle-t-on de nous dans *Le Droit*? Il n'y a à peu près rien sur nous, sauf peut-être quand les choses vont mal. S'il y a une crise des services en français à Ottawa, il y aura des articles qui en parleront. Sinon, quand tout va bien, si nous faisons un bon coup, il n'y a

à peu près rien... *Le Droit* n'est pas intéressé quand on les invite à couvrir un lancement ou un autre événement du même type... Nous sommes mal desservis par le journal que nous avons nous-mêmes créé à cause du poids du Québec.

On ne peut plus célébrer la Saint-Jean-Baptiste au Festival franco-ontarien. Le Québec prenait beaucoup trop de place à la Saint-Jean-Baptiste alors que tous les artistes importants allaient la célébrer à Aylmer et à Gatineau. Donc, on se retrouvait sans personne. Le Festival franco-ontarien a été obligé de se déplacer d'une fin de semaine parce qu'il veut fêter avec le plus de monde possible, avoir du succès, attirer des artistes. Le Québec est comme un aimant, comme une éponge. Il s'approprie à peu près tout.

La marginalisation des Franco-Ontariens au sein de leur propre territoire est vécue comme un affront par nos interlocuteurs, qui en font un problème éminemment politique. « Ils nous ont placés à la table des Anglais. » Cette phrase assassine de Benoît évoque la mainmise des Québécois sur l'institution qu'ils fréquentent. Celle-ci échappe ainsi aux Franco-Ontariens qui l'ont pourtant créée. Il le souligne d'ailleurs avec éloquence :

Premièrement, on s'est battu pour ce collège-là v'là 10-12-15 ans. On s'est battu pour et on l'a eu. Et finalement, c'est rendu québécois. C'est pas pour être insultant. Mais on s'est battu pour notre collège. Il a été fondé par le ministère de l'Éducation de l'Ontario.

[...] comme si je n'appartiens pas à cette « place » pour laquelle on s'est battu.

Cette dernière allusion a ceci de particulier qu'elle lie à un contexte historique plus large la problématique de l'exclusion ressentie à la Cité collégiale. Celle-ci prend en effet tout son sens lorsqu'on rappelle les circonstances dans lesquelles l'institution a été créée au tournant des années 1990, après de longues années de revendications pour l'obtention du droit à une éducation postsecondaire en français en Ontario. La situation vécue au Collège Algonquin, collège bilingue de la capitale, en avait été le déclencheur. Cette lutte est fortement ancrée dans la mémoire collective, comme nous l'avons rappelé plus haut. Elle a, de toute évidence, marqué la façon dont notre interlocuteur perçoit « son » collège. Quelques mots suffisent pour caractériser la Cité collégiale non pas comme un collège francophone, mais bien comme un collège franco-ontarien issu de l'action et de la détermination de la communauté franco-ontarienne.

S'il ne le dit pas explicitement, il est clair que pour Benoît, les Québécois qui fréquentent la Cité collégiale le font à titre d'« étrangers ». Ils ne résident pas en Ontario, ne serait-ce que temporairement, comme

le feraient les Québécois qui fréquentent le Collège Boréal, par exemple, ou les universités du Sud de la province. Ils se contentent de venir y décrocher un diplôme, ce qui ne les amène pas à chercher à s'investir autrement dans l'institution. Si Franco-Ontariens et Québécois se retrouvent à la Cité collégiale, les premiers l'habitent, dans le sens fort du terme, dans la durée, alors que les autres ne font qu'y passer. Cette perception d'un rapport différent au lieu est au cœur même du sentiment d'exclusion ressenti par notre interlocuteur.

L'aliénation

La domination québécoise serait telle à la Cité collégiale que ce sont les Franco-Ontariens qui s'y sentent des étrangers. Benoît utilise l'expression « *outsider* » pour faire référence à l'aliénation que subissent les Franco-Ontariens dans les institutions qu'ils se seraient eux-mêmes données : « La perception des francophones de l'Université d'Ottawa est qu'on privilégie les Québécois et, ma foi, c'est vrai », de dire une participante à un des entretiens. Celle-ci travaille au service des admissions de l'institution. Elle reconnaît aussi que la clientèle franco-ontarienne est insuffisante pour maintenir un large éventail de programmes en français. Les mesures en place pour attirer davantage de Franco-Ontariens n'y feraient rien, à son avis : on aura toujours besoin des finissants des cégeps du Québec pour maintenir un nombre suffisant d'étudiants francophones à l'Université d'Ottawa et on les sollicite activement par des campagnes publicitaires particulièrement dynamiques. Et on s'assurerait de leur plaire, lorsqu'ils fréquentent l'institution. La conversation a en effet aussi porté sur les contenus des cours dont on a souligné le contenu trop québécois.

Certains de nos interlocuteurs s'insurgent. Mais la plupart affichent plutôt un certain fatalisme, comme si les Québécois étaient à Ottawa pour de bon, quel que soit l'effet de leur présence sur la vie communautaire. Le sentiment qui se dégage des entretiens est qu'il ne peut en être autrement... Même s'ils reconnaissent l'arrogance des Québécois, la volonté d'un vivre-ensemble harmonieux semble étouffer, chez les Franco-Ontariens qui ont participé à nos entretiens, toute velléité de lutte pour reprendre le contrôle sur ce qu'ils considèrent pourtant comme leur territoire⁷. C'est

⁷ Voir les travaux de Monica Heller et Normand Labrie (2003) sur l'idéologie de la conciliation qui semble s'être imposée en Ontario français au cours de la dernière décennie.

le cas notamment de Benoît, pour qui, apparemment, il ne faisait pas de doute qu'il devait partir.

Il est intéressant de noter dans ce contexte l'allusion qu'il fait à son travail au Collège Boréal, situé dans le Nord de la province. Il lui sera possible d'y « contrebalancer les affaires », c'est-à-dire d'y être chez lui, d'y prendre sa place, dans un milieu où, selon lui, les Franco-Ontariens seraient maîtres de leur territoire. Le propos n'est cependant pas que défaitiste : la cohabitation avec les Québécois a aussi suscité, entre-temps, chez notre interlocuteur, le désir de s'engager dans un organisme de défense du français, la Fédération des étudiants du secondaire franco-ontariens (FESFO), qui se consacre notamment au développement du leadership chez les jeunes :

Donc moi, mon enfance et mon adolescence, je les ai beaucoup vécues en français. Je m'identifiais comme francophone. Pas plus franco-ontarien que franco-canadien ou de l'Amérique du Nord, ou de quelque régionalisme... Donc, c'est pour cela que quand je suis arrivé à la Cité collégiale, je me suis dit : « wooh », je ne suis pas seulement francophone, mais je suis aussi Franco-Ontarien. Et je suis un des seuls ici. Donc oui, la Cité m'a éveillé à cela. Puis là, j'ai travaillé à la FESFO. Je cherchais à m'impliquer comme Franco-Ontarien, à m'afficher...

Mais, visiblement, cet engagement n'aura pas suffi pour retenir Benoît à Ottawa.

Synthèse et conclusion

L'examen du discours des Franco-Ontariens sur leur rencontre avec les Québécois dans la région de la capitale nationale nous a servi à aborder une problématique fondamentale en contexte frontalier, soit celle du franchissement de la frontière et de ses effets politiques. Dans le cas qui nous intéresse, ce franchissement a un effet notoire sur l'identité franco-ontarienne. La rencontre quotidienne entre les Franco-Ontariens et les Québécois à Gatineau et à Ottawa établit une distinction entre les deux groupes. L'expérience vécue de différences considérées comme fondamentales entre les deux cultures contribue à la consolidation d'une référence distincte, lui conférant « une sorte de matérialité », pour reprendre une expression qu'utilise Guy Di Méo (2004), sans laquelle le fossé entre le Québec et l'Ontario français, souvent évoqué par les intellectuels, aurait peut-être moins de résonance.

La frontière ferait en sorte que les Québécois érigeraient ici une barrière beaucoup plus étanche avec les Franco-Ontariens qu'ailleurs au Québec. Alors qu'à Gatineau, voire à Ottawa, la présence franco-ontarienne rappelle aux Québécois la précarité du français au pays, elle serait plus facilement teintée d'exotisme à mesure qu'on s'éloigne du Canada anglais. Nos interlocuteurs ont souligné le caractère particulier de la région à cet égard, disant ressentir beaucoup moins de mise à distance envers eux lorsqu'ils se rendent à Montréal, où les gens sont plus ouverts au multiculturalisme, ou encore à Québec, où sont moins présents les enjeux linguistiques qui traversent le Canada. Ainsi, une frontière somme toute banale, qui a par surcroît très peu d'impact sur la mobilité des résidents de la région, représente une fracture importante entre des populations pourtant assez peu différentes. Elle agit comme un puissant déclencheur d'un processus de consolidation identitaire chez les Franco-Ontariens de la région, lequel, croyons-nous, ne serait pas étranger à son renforcement à d'autres échelles de la vie collective.

BIBLIOGRAPHIE

- ALLAIRE, Gratién (1999). *La francophonie canadienne : portraits*, Québec, CIDEF-AFI; Sudbury, Éditions Prise de parole.
- BEAUCHEMIN, Jacques (2004). « De la nation à l'identité : la dénationalisation de la représentation politique au Canada français et au Québec », dans Simon Langlois et Jocelyn Létourneau (dir.), *Aspects de la nouvelle francophonie canadienne*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, p. 165-188.
- BOCK, Michel (2007). « Tradition et territoire dans le projet national canadien-français », dans Martin Pâquet et Stéphane Savard (dir.), *Balises et références : Acadies, francophonies*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, p. 57-77.
- DI MÉO, Guy (2004). « Composantes spatiales, formes et processus géographiques des identités », *Annales de géographie*, vol. 113, n° 638-639, p. 339-362.
- DUMONT, Fernand (1997). « Essor et déclin du Canada français », *Recherches socio-graphiques*, vol. 38, n° 3, p. 419-467.
- GILBERT, Anne, et Marc BROUSSEAU (2011). « La frontière asymétrique : Franco-Ontariens et Anglo-Québécois dans la région de la capitale nationale », *The Canadian Geographer = Le Géographe canadien*, vol. 55, n° 4 (hiver), p. 470-489.

- GILBERT, Anne, et Luisa VERONIS (2013). « Habiter Gatineau depuis la marge minoritaire : frontière et citoyenneté », *Revue ACME*, vol. 12, n° 3, p. 576-602.
- HELLER, Monica, et Normand LABRIE (dir.) (2003). *Discours et identité : la francité canadienne entre modernité et mondialisation*, Cortil-Wodon, Éditions modulaires européennes.
- THÉRIAULT, Joseph Yvon (2008). « À quoi sert la Franco-Amérique? », dans Dean Louder et Éric Waddell (dir.), *Franco-Amériques*, Québec, Éditions du Septentrion, p. 355-365.
- VERONIS, Luisa, et Brian RAY (2013). « Parcours de vie et mobilité : stratégies d'établissement des familles immigrantes dans la région transfrontalière Ottawa-Gatineau », dans Stéphanie Gaudet, Maurice Lévesque et Nathalie Burlone (dir.), *Repenser la famille et ses transitions : repenser les politiques publiques*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, p. 119-147.